

Intervention Ecolo - Simon Varrasse - Conseil communal 27 mars 2017

Point n° 27 : Motion contre la fusion des intercommunales IDETA et IEG

Monsieur le Bourgmestre,

Les conséquences du scandale PUBLIFIN dans lesquels les 3 partis traditionnels wallons sont impliqués montrent à nouveau aux citoyens à quel point la classe politique wallonne traditionnelle est plus intéressée par ses propres intérêts que par ceux du citoyen. Elle est également incapable de poser un débat sur des bases sereines loin des disputes politiciennes...

Quel n'a pas été notre étonnement en découvrant cette motion contre la fusion des intercommunales IDETA et IEG. Je ne voudrais pas paraître blessant mais, honnêtement, je me demande bien qui a pu écrire un texte pareil...

Passons en revue l'un ou l'autre argument que vous avancez pour nous demander de voter cette motion :

- Tout d'abord, vous fustigez les « *difficultés internes d'IDETA* ».

Dois-je vous rappeler qu'IEG n'est pas un modèle de démocratie et de transparence ? Entre les réunions très courtes et les ordres du jour plus que légers, je pense que les responsables politiques qui gèrent IEG sont mal placés pour faire la leçon aux autres. Comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire, j'attends impatiemment le jour où les véritables points stratégiques seront présentés et débattus au Conseil d'Administration... À titre d'exemple, à aucun moment nous n'y avons discuté de ce projet de fusion entre IEG et IDETA.

- Ensuite, « *IDETA et IEG ont créé ensemble une asbl appelée « entreprendre.wapi » pour utiliser les fonds FEDER et canaliser l'expansion économique* ».

OK d'accord. Et donc ? Cela met-il en lumière des difficultés à travailler ensemble ? En quoi est-ce un argument qui pourrait nous convaincre qu'une fusion n'est pas pertinente ?

- Autre argument : « *IDETA et IEG ont des activités différentes sauf l'expansion économique. Fusionner n'arrangerait rien et mettrait en difficultés les communes membres de l'IEG* ».

Des quelles difficultés parle-t-on ? Aucun développement, aucun chiffre, rien. A-t-on, par exemple, demandé l'avis des acteurs économiques qui, de leur côté, sont pourtant nombreux à s'investir dans des organes communs à la Wallonie picarde comme le Conseil de Développement de Wallonie picarde, la Chambre de Commerce, etc. ? Aucun élément concret non plus.

- Enfin, je ne résiste pas à citer un autre argument massue : « *IEG travaille bien, le fait savoir et ne demande rien à personne* ».

Sincèrement, en quoi est-ce un argument ?

Vous l'aurez compris, votre motion ne nous a pas convaincus. Aucun développement sur les conséquences négatives, aucun chiffre pour étayer vos propos, ... Juste une série de pseudo-arguments que nous devrions accepter comme des vérités inattaquables. Ce n'est pas notre habitude.

Attention cependant, si vos arguments ne nous ont pas convaincus, nous ne sommes pas dupes pour autant. Nous savons bien que le projet de fusion rallumé par certains partis résulte du besoin de redorer une image écornée par les scandales de mauvaise gouvernance qui s'enchaînent.

Néanmoins, comme disait Churchill : « *Il ne faut jamais gaspiller une bonne crise !* ». Aussi déplorables et catastrophiques pour l'image du monde politique soient les conséquences du scandale PUBLIFIN, c'est l'occasion ou jamais de réfléchir à la pertinence de nos structures supra-communales et de se poser une série de questions stratégiques :

- ✓ De quelle manière notre intercommunale va s'inscrire dans l'économie de demain ?
- ✓ Quels seront nos projets ?
- ✓ Quelle est l'échelle géographique la plus pertinente pour faire de notre économie une économie tournée vers demain ? La zone IEG actuelle ? La Wallonie picarde ? Autre ?

Que le CDH ou le MR mouscronnois souhaite défendre une position politicienne en tant que sections locales, c'est évidemment votre droit. Mais faire du Conseil communal un véritable bac à sable en essayant d'opposer les bons et les mauvais Mouscronnois, c'est indigne de votre part. Car c'est bien l'objectif d'une motion pareille... Ecolo ne participera pas à cette mauvaise pièce.

Fusion ? Status Quo ? Solution alternative ? Ecolo veut faire un choix en connaissance de cause, basé sur des arguments étayés et, surtout, dans l'intérêt des citoyens. La motion que vous nous demandez d'approuver aujourd'hui n'est porteuse d'aucun projet, d'aucune vision d'avenir. Elle s'inscrit plutôt dans un repli sur soi et une volonté politicienne de refuser précipitamment tout débat. Ecolo veut laisser une chance à la discussion afin de prendre une position intelligente. C'est pourquoi nous allons nous abstenir.